

Communiqué de presse

Créteil, samedi 27 novembre 2021

Alors que la rentrée scolaire, dans le cadre du protocole de niveau 2 avait permis aux équipes enseignantes d'assurer tant bien que mal l'accueil des élèves et des apprentissages, la circulation de nouveau très active du virus, contraint à une vigilance accrue et un renforcement des mesures barrières.

Dès la fin du mois d'août, le SE-Unsa s'était fortement étonné de la décision de maintenir la fermeture des classes dès l'apparition d'un cas positif, notamment en raison des dysfonctionnements importants générés dans les écoles et l'épuisement engendré non seulement pour les directrices et les directeurs mais pour tous les personnels des écoles.

L'aggravation de la situation implique désormais que le retour d'élèves soit conditionné à la présentation d'un test négatif. Si la procédure peut permettre une plus grande clarté, nous espérons qu'elle ne conduise pas à une nouvelle surcharge pour les collègues et que l'institution soit au rendez-vous pour faciliter le travail des équipes, en particulier des directrices et directeurs.

Toutefois, le SE-Unsa dénonce avec force la formulation présente dans la FAQ ministérielle. En effet, celle-ci laisse penser que dès qu'un élève n'est pas présent à l'école, car positif ou dans l'attente d'un test négatif, il bénéficiera d'un enseignement en distanciel, qui serait proposé en même temps que l'enseignement en classe.

Il est inacceptable d'envisager que les enseignants soient amenés à mener de front 2 types d'enseignements.

Pour le SE-Unsa 94, la logique doit bien être d'assurer les enseignements comme nous le pouvons, comme nous le décidons, en fonction de ce que nous pouvons.

Aucune consigne ne devra être donnée dans le sens opposé.

Le SE-Unsa 94 attend de l'institution un soutien total aux équipes enseignantes et à chaque enseignant en cas de pression d'où qu'elles viennent. De même que nous ne pourrions accepter aucune pression, ni menace, ni sanction que ce soit, à l'encontre d'une équipe ou d'un enseignant en fonction de ses choix sur la forme de son enseignement hybride proposé.

Plus généralement, il est plus que regrettable que depuis le mois de mars 2020, le ministère n'ait toujours pas pris la mesure des procédures, des outils et de la formation dont nos écoles et les équipes enseignantes ont besoin, pour assurer la classe, lorsque nous sommes confrontés à ces périodes sanitaires instables. Au-delà des mots, l'institution doit entendre l'épuisement et la colère des personnels qui, sur le terrain et au front de cette crise depuis près de 2 ans, sont insuffisamment soutenus et accompagnés.

En syndicat responsable, combatif et utile, nous nous tenons à la disposition de l'institution, quel que soit l'échelon, pour échanger sur les modalités à mettre en œuvre, dans l'intérêt des élèves et les conditions d'exercice des personnels.

L'Éducation Nationale revendique la qualité du dialogue social, nous sommes toujours prêts !



Clément PEYROTTE
Secrétaire Départemental